

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**Incident au Parlement wallon :  
le MR réclame un débat sur les armes**

Suite à la décision du Président de l'Assemblée José Happart de refuser que soit posée en séance plénière la question du Député Richard Miller à propos de la politique du Gouvernement en matière de licences d'armes, le Groupe MR tient à faire part de sa profonde indignation.

Alors que le débat relatif à la modernisation d'une usine d'armements en Tanzanie par la société New Lachaussée est depuis plus d'une semaine devenu largement public, qu'il s'étale chaque jour dans la presse et que la Ministre Marie Dominique Simonet, responsable pour les licences d'exportation d'armes au sein du Gouvernement wallon, s'est largement exprimée de même que le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères ainsi que la Présidente du CDH, le Groupe MR ne peut admettre de voir le Parlement privé d'un débat aussi fondamental.

Le MR a toujours montré sa volonté de soutenir les entreprises. Il tient à souligner qu'il est particulièrement soucieux de la confidentialité requise dans ce type de contrats et rappelle qu'il a participé à la régionalisation de la compétence. Le Mouvement Réformateur souscrit donc pleinement au principe de discussions à huis clos au sein de la Commission de contrôle de l'octroi des licences d'exportation d'armes mais constate que la Ministre Simonet n'a pas respecté cette confidentialité en s'exprimant dans la presse.

C'est pourquoi pour la Vice-Présidente du Parlement, Véronique Cornet, députée MR, réclamer un débat sur les armes en séance plénière est dès lors justifié à la fois par les nouveaux éléments apparus récemment dans le dossier et par la nécessité de garantir au Parlement son rôle démocratique de contrôle de

l'action du Gouvernement (par ailleurs visiblement embarrassé sur la question), dans un domaine essentiel pour l'économie wallonne mais aussi pour les droits de l'homme. En aucune manière, le MR ne rompt le consensus intervenu à la Conférence des Présidents mais amène le Parlement à remplir son rôle.

Le MR attend donc qu'un débat respectueux des entreprises et du travail parlementaire puisse avoir très rapidement et que la Commission de contrôle de l'octroi des licences d'armes se réunisse au plus tôt. A ce propos, Richard Miller déplorant que cette commission ne puisse débattre des licences octroyées qu'avec six mois de retard, annonce le dépôt de propositions de réforme.

Pour toute information complémentaire :  
Françoise ZONEMBERG  
Porte-Parole du groupe MR au Parlement wallon  
0475/20.68.78.